

Plaidoyer des villes

« Le manifeste d'Abidjan pour le Climat »

A Abidjan, les villes en première ligne pour affronter le changement climatique appellent à la mobilisation pour la COP27

À Abidjan, des maires des cinq continents se sont rassemblés au cœur du continent africain, hôte de la COP27, pour réaffirmer leur engagement et le rôle déterminant de l'échelle locale pour atténuer le réchauffement climatique et s'adapter à ses conséquences.

Territoires les plus vulnérables face aux dérèglements climatiques, premières émettrices de gaz à effet de serre, les villes sont aussi en première ligne pour protéger leurs populations et leur santé. Elles réaffirment, ensemble, la nécessité absolue pour leurs populations d'une action climatique déterminée qui à la fois anticipe les chocs et se conjugue avec des besoins sociaux toujours plus importants. Elles appellent à la mobilisation générale pour bâtir des sociétés écologiques et solidaires.

Prenant acte du Préambule de l'Accord de Paris ainsi que des décisions prises à Glasgow lors de la COP26 pour limiter le réchauffement climatique et fixer le cap de la neutralité carbone en 2050,

Prenant acte du Nouvel Agenda Urbain, du programme de relance des Nations Unies et du Préambule du Pacte de Glasgow attentifs à un multilatéralisme plus inclusif,

Prenant acte du Forum des migrations internationales ayant réaffirmé les engagements face aux défis des effets des changements climatiques qui nécessiteront une coopération et une solidarité internationales accrues,

Prenant acte de la conférence de « Stockholm+50 » de juin 2022 reconnaissant l'urgence et l'importance du multilatéralisme pour la lutte contre la triple crise planétaire de la Terre, du climat, de la nature et de la pollution en vue de respecter l'Accord de Paris,

Prenant acte de la reconnaissance par les Nations Unies et le G7 de l'importance des villes dans le développement et le financement d'infrastructures durables, ainsi que des déclarations récentes ont salué le rôle clé que les municipalités jouent face à la crise écologique et soulignent leur implication dans l'élaboration et la réalisation des politiques menées au niveau national.

Soutenant la vision pour la COP27 multilatérale et multi-gouvernance de l'action climatique du Groupement des autorités locales et municipales (LGMA), porte-parole des villes à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

Ensemble, les maires et élus locaux rassemblés en « COP des villes » à Abidjan rappellent l'urgence climatique pointée du doigt par le GIEC.

Le changement climatique est aussi une menace pour la paix et un enjeu de survie tant les pénuries alimentaires et énergétiques seront un danger pour la cohésion sociale. Afin de limiter rapidement le changement climatique, chaque acteur, et les villes en premier lieu, ont un rôle à jouer pour construire un monde neutre en carbone, pacifié et démocratique.

La réussite de l'Accord de Paris, pour maintenir le réchauffement global le plus proche possible de +1,5°C d'ici la fin du siècle, appelle des changements profonds dont les villes sont déjà un des fers de lance.

L'action climatique des villes est ancienne.

Affirmer la place centrale des villes en matière d'action climatique, c'est aussi dénoncer l'état actuel des engagements climatiques des États et des investissements encore trop souvent défavorables au Climat. Les engagements de la dernière COP à Glasgow ne permettront pas de respecter l'Accord de Paris.

Les mécanismes internationaux, malgré l'élan immense donné par la COP21, ont besoin d'un nouveau souffle pour limiter les conséquences du dérèglement climatique qui affectent déjà durement et durablement de nombreuses régions du monde, et la mobilisation des bailleurs internationaux est encore trop faible.

Face à la pénurie des ressources, à la protection de la santé, à la transformation urbaine, il est temps de faire naître de nouvelles coopérations.

Non pas pour agir demain, mais pour agir dès aujourd'hui, les villes du monde entier, réunies à Abidjan, s'engagent :

- A accélérer la mise en œuvre de leurs plans climat et à développer des stratégies renforcées d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique,
- A continuer de partager activement leurs savoirs et leurs bonnes pratiques au sein de leurs réseaux internationaux,
- A accélérer leurs coopérations décentralisées dans le cadre de leurs jumelages, de leurs accords d'amitiés ou via les programmes et les réseaux dont elles sont membres, à les rendre 100% compatibles avec l'Accord de Paris et à veiller à ce que tous les projets financés présentent des co-bénéfices pour le climat,
- A travailler de concert avec leurs territoires ruraux de proximité pour développer une transition juste et bâtir des systèmes alimentaires locaux résilients,
- A développer des solutions fondées avec et sur la nature, les énergies renouvelables, une gestion durable des ressources et une économie circulaire, ainsi qu'à améliorer le cadre de vie de leurs habitants,
- A contribuer aux réflexions et au travail sur les migrations climatiques en partenariats avec le Mixed Migration Center (MMC) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM),
- A construire, avec une participation active de l'ensemble des acteurs, un développement urbain durable et un urbanisme inclusif répondant aux besoins vitaux sans discrimination, pour assurer une transition écologique, juste et pacifiée,
- A publier régulièrement les résultats de leurs avancées et de venir les présenter lors de la journée des villes à la COP27.

Afin d'amplifier et de renforcer leur action, les Villes signataires de cet appel demandent :

- Aux États de construire, avec les autorités locales, le développement et la mise en œuvre des Nouvelles Contributions Déterminées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), association indispensable à la réussite des engagements,

- Aux États de reconnaître le rôle majeur, indispensable, des villes dans la mise en œuvre d'un développement économique local soutenable grâce au principe de subsidiarité, et d'augmenter de manière significative les budgets nationaux soutenant les investissements municipaux favorables au Climat, afin de renforcer leurs capacités d'agir aux autorités locales,
- Aux pays membres de l'OCDE, d'augmenter de manière significative la part du développement urbain durable intégré au sein de l'aide publique au développement et des fonds pour le climat afin de renforcer l'action sur la planification, et soutenir les efforts visant à améliorer l'accès direct des villes aux programmes de financement, en tant que démonstration concrète pour faire progresser la coopération, en particulier avec les territoires les plus impactés,
- Aux banques de développement, aux banques centrales de faciliter l'accès direct aux financements des projets « Climat-Biodiversité » des villes, et de pouvoir soumissionner dans toutes les langues officielles des Nations Unies.
- Aux bailleurs de fonds climatiques, d'augmenter les financements disponibles pour les villes pour la mise en œuvre d'actions concrètes visant à améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des migrants climatiques et de réduire les risques climatiques pouvant provoquer des déplacements de population dans les territoires urbains.

Nous affirmons la nécessité de partager une stratégie internationale ambitieuse pour les territoires les plus fragiles et la mise en place de mécanismes et de financements pour les « pertes et préjudices », en particulier pour les villes en première ligne face à la montée des eaux, aux vagues de chaleur, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux migrations climatiques. Une stratégie concertée sur les migrations climatiques et les « pertes et préjudices » doit permettre de considérer les villes à la fois comme zones de destination et de départ des migrations climatiques, mais aussi comme zones d'exposition aux aléas naturels et de risques pour les populations urbaines notamment les plus vulnérables. Nous rappelons aussi la nécessité de penser des villes où chacune et chacun a sa place, accueillant les migrants afin d'assurer une transition écologique juste et équitable.

Parce qu'il est encore temps d'agir, et que la décennie est décisive, nous lançons de manière résolue et déterminée cet appel pour la reconnaissance à l'échelle nationale et internationale de la contribution des villes face à l'accélération du changement climatique.

Nous, villes du monde entier, aux premières loges des crises écologiques, continuerons à agir en faveur du climat et de la biodiversité, et appelons les États à nous donner les moyens d'agir plus vite.

Dans un monde en mouvement, avec des sociétés qui se relèvent à peine d'une pandémie sans précédent, nous appelons à la mobilisation générale pour construire une action climatique mondiale efficace et solidaire qui préserve l'espoir d'un avenir équitable, juste et de paix à la jeunesse et aux générations futures.

Présidente de la Commune

 Hayet BAYOUDH